

Recrutement des enseignants : sortir de la nasse

Personne n'est tombé dans le panneau de la communication ministérielle au sujet de la hausse des inscriptions aux concours. La crise du recrutement est bien là (968 postes restés vacants au CAPES 2013, soit 16% des postes ouverts). Dégradation des conditions de travail, entrée dans le métier par la précarité, faiblesse des aides financières aux étudiants : qu'est-ce qui pourrait inverser la tendance ?

La nouvelle organisation confirme le problème de l'accumulation et de la contradiction des tâches pour les étudiants : les étudiants bachotent partiels et concours en M1 et jonglent l'année suivante entre leur M2 et leur service à mi-temps. Cette accumulation est facteur d'échec et fait obstacle à une formation de qualité, d'autant plus que nombre d'étudiants sont contraints de se salarier pour financer leurs études.

Le mandat d'un recrutement à bac +6 ne prend pas en compte le fait que les femmes et les étudiants issus des classes populaires sont évincés des filières longues, pour plusieurs raisons, l'une d'elles seulement étant financière.

Par ailleurs, la mastérisation ne s'est pas accompagnée d'une réelle revalorisation. Et à la rentrée, les stagiaires agrégés, malgré leur M2, redescendent au 1er échelon, tout comme les stagiaires certifiés qui n'ont qu'un M1. C'est une nouvelle preuve qu'il n'y a pas de lien mécanique entre revalorisation et élévation du niveau de recrutement. C'est plutôt l'effet d'un réel rapport de forces qui permettrait d'obtenir refonte de la grille indiciaire et augmentation de salaire.

Il est pourtant possible de concilier un recrutement des enseignants ouvert à touTEs les étudiantEs, avec l'intégration de contenus propres à démocratiser l'école et faire de nous de véritables concepteurs de nos métiers. Pourquoi ne pas imaginer un recrutement à la licence, suivi de deux ans de formation rémunérée et intégrée, donnant droit à la reconnaissance du diplôme de master, alors niveau de formation réel ? L'exemple de certaines écoles de la Fonction Publique (ENA, École de la Magistrature) montre que l'État recrute déjà à bac +3 des élèves fonctionnaires dont la formation est reconnue comme un master et dont la rémunération est calculée selon le corps de titularisation et non pas le niveau de recrutement. En amont, des dispositifs de prérecrutement dès la L1 auront vocation à démocratiser l'accès au métier et à le rendre plus attractif.

Grégory Bekhtari, Romain Gentner et Marie Haye, École Émancipée.